

Ces collèges qui risquent la ghettoïsation

Quel futur se dessine pour les jeunes des quartiers en rénovation urbaine à l'horizon 2025? L'avenir des « années collègue » dans ces quartiers sensibles n'est évidemment pas écrit. Il s'annonce pourtant préoccupant, tant la situation est aujourd'hui complexe, explosive et fragile. Nous serions à la croisée des chemins, estime Fabienne Keller, qui alerte sur le processus de ghettoïsation à l'œuvre du fait de la relégation des plus pauvres.

En quelques chiffres, qu'est-ce qui caractérise la situation des quartiers en ZUS?

Les moins de 20 ans représentent 32 % de la population des ZUS, contre environ un quart de la population totale. La part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (949 euros mensuels) y était en 2008 de 29 %, contre 12 % dans le reste du territoire et le taux de chômage s'y élevait en 2009 à 19 % contre 9 % en France métropolitaine. Ce chômage touche 43 % des hommes actifs de 15 à 25 ans et 37 % des jeunes femmes actives. 222 000 collégiens sont scolarisés en ZUS et 115 000 fréquentent les collèges « réseaux ambition réussite ».

Le constat n'est pas nouveau et les politiques censées y remédier se succèdent depuis 30 ans. Mais à vous lire, ce serait maintenant ou jamais... pour éviter le pire.

Malgré les effets positifs de la politique de l'ANRU, il est urgent d'agir car l'absence de mixité urbaine est la résultante d'un ensemble de décisions publiques et de situations de fait. L'inversion de cette spirale de l'enfermement social est aujourd'hui une absolue nécessité, car les tendances observables font courir le risque d'une ghettoïsation inacceptable de la société française, contraire à nos valeurs républicaines. Des politiques amples, transversales et concentrées dans le temps sont indispensables. Elles doivent être accompagnées d'une réflexion collective pour aboutir à un changement de regard sur les quartiers et leur population.

Porter un « autre regard » sur les quartiers, dites-vous. Pourquoi est-ce important?

Ne disposant pas d'équipements ou de commerces ayant une vocation large, ces quar-

tiers ne sont pas attractifs et, de fait, en dehors des résidents, peu de personnes s'y rendent. Cette situation crée une forme d'enfermement, de repli sur soi, bien involontaire de la part des habitants. Les violences urbaines et l'image qui en découle achèvent de décourager les personnes extérieures de s'y rendre. Les quartiers sont associés à un sentiment d'insécurité. Cette image négative persiste malgré la transformation urbaine. Elle est régulièrement alimentée par des violences très médiatisées. Les habitants vivent cette image comme une forme de stigmatisation et d'injustice. En réaction, ils intériorisent ce stéréotype du « jeune de banlieue » qui entraîne une image de soi dévalorisée.

Le rapport dessine trois scénarios possibles. Lesquels?

Ces scénarios n'ont pas vocation à prédire un avenir qui serait écrit, mais plutôt à donner à voir ce qui peut advenir demain. Le scénario 1, « les collégiens du ghetto », traduit la spirale de l'enfermement du quartier sur lui-même : les services publics et équipements collectifs sont progressivement fermés et la vie sociale est prise en main par les réseaux mafieux ou religieux ; la puissance publique s'efface au profit d'une organisation communautariste ; l'évitement scolaire s'accroît et

“ Ces quartiers ne sont pas attractifs et créent un enfermement, un repli sur soi involontaire des habitants ”



Fabienne Keller

est sénatrice UMP du Bas-Rhin et ancienne maire de Strasbourg. Elle a remis à la Délégation sénatoriale à la prospective, un rapport sur « L'avenir des années collège dans les quartiers de rénovation urbaine ».

Le Rapport : <http://www.annes-college.fr>

renforce le sentiment d'exclusion des jeunes placés dans le monde de l'échec scolaire et de l'exclusion sociale. Le scénario n° 2, « les collégiens du statu quo », se caractérise par des quartiers qui vieillissent, des différences qui s'accroissent entre les quartiers rénovés et les autres, et la chute de plomb du chômage qui perdure. L'État-providence permet toutefois de maintenir une relative paix sociale ; les jeunes vivent leur mise à l'écart comme une injustice mais les risques d'explosion sociale sont contenus. Le scénario n° 3, « les collégiens des quartiers ordinaires », c'est le scénario le plus favorable du quartier étape ou du quartier d'accueil : la vocation très sociale des quartiers est assumée ; des services publics denses et adaptés sont mis en place ; le quartier se fonde progressivement dans la ville du fait des opérations de renouvellement urbain et de politiques de peuplement encourageant la mixité sociale.

Pour enrayer le phénomène d'enfermement des collèves dans des ghettos urbains, vous lister une vingtaine de leviers d'action, parmi lesquels la prise en compte de la problématique de « double culture ». Que préconisez-vous ?

Les collégiens des quartiers sensibles sont souvent la 2^e ou 3^e génération de familles issues de l'immigration. Leurs références culturelles sont multiples, ce qui peut créer une certaine confusion des valeurs. Écrire une histoire commune serait un premier pas dans la construction d'un « vivre ensemble » ; s'inspirer du précédent du manuel d'histoire franco-allemand est une voie possible. Concernant la religion, un croisement s'opère entre la volonté d'affirmer une identité et le souci de manifester que l'affirmation de cette identité n'est pas problématique du point de vue de l'insertion dans le tissu social. Il s'agit moins de s'opposer frontalement aux tentatives de création de cultures religieuses fermées que de soutenir les manifestations les plus diverses du monde islamique dans la recherche d'une identité qui, pour la plupart des adolescents des quartiers sensibles, est indispensable au travail préalable de

mémoire. En ce qui concerne, enfin, la question du « statut » des femmes, il est nécessaire de se battre pour sortir de schémas préexistants. Certaines filles « rasent les murs » au sein des quartiers et ne connaissent pas leurs droits ; d'autres n'ont pas accès à des formations concernant la sexualité et le rapport au corps. Il faut soutenir toutes les initiatives qui permettent d'aborder le sujet des traditions qui enferment et d'échanger sur la sexualité, le respect, la laïcité... avec les adolescentes, de les avertir et de faire évoluer les mentalités.

À la base de toute socialisation, il y a le travail. N'est-ce pas là l'obstacle principal ?

La disparition de l'emploi industriel entraîne une perte de repères, de statut social et de fierté. La socialisation passant pour une large part par le travail, la question de l'emploi dans les quartiers fragiles – et les formes de cet emploi – à temps partiel ou déstructuré – sont des sujets prioritaires. Pour créer l'ambition et favoriser le décroisement social, l'ouverture à des stages variés est un levier possible, dès la classe de 3^e. Malgré les obstacles liés aux questions de mobilité géographique, des améliorations pourraient être apportées afin de faire du stage de 3^e un véritable moment de découverte pour les jeunes des quartiers fragiles.

Les dispositifs scolaires sont-ils à la hauteur de l'enjeu ?

Les visites de terrain ont permis de rencontrer des équipes engagées, où jeunesse des enseignants rime avec engagement et volontarisme. Des enseignants expérimentés choisissent par ailleurs de rester en ZEP car « *il y a une fierté à réussir dans des conditions difficiles* ». Leur travail d'accompagnement des jeunes et leur investissement dans des projets concrets sont peu reconnus. Les enseignants sont des référents pour les jeunes et cette fonction mériterait d'être davantage évaluée et valorisée. Par ailleurs, les dispositifs ne sont pas à la hauteur des enjeux : 222 000 collégiens sont scolarisés en ZUS et 115 000 jeunes fréquentent les collèges « réseaux ambition réussite ». Au regard de ces chiffres, on compte par exemple 6 300 places en internats d'excellence (l'objectif est de 20 000). Quant aux établissements de réinsertion scolaire (ERS), créés pour accueillir les élèves perturbateurs, ils représentaient environ 150 places à la rentrée 2010-2011. ■

1. Clichy-sous-Bois, Montfermeil et Sevran (93), Sannois (95), Marseille (13), Roubaix (59), Bethoncourt et Valentigney (25).